

A cet effet, des mécanismes de consultationx réelle doivent être créés. Un premier pas dans ce sens a été la mise en place du Comité permanent de l'emploi, ce comité qui exercera son rôle avant les décisions éventuelles des institutions compétentes soient prises, assurera la consultation entre le Conseil des ministres, la Commission et les partenaires sociaux en vue de faciliter la coordination des politiques de l'emploi des états membres.

A l'occasion de la première révision du Traité de Rome les compléments nécessaires en vue d'élargir la compétence de la C.E. en matière sociale devront être prévus.

POLITIQUE AGRICOLE

Le Conseil général a pris connaissance des décisions ministérielles du 24 mars dernier concernant l'actuelle politique agricole du Marché Commun.

La politique de soutien des prix ne permet plus d'assurer à elle seule un revenu équitable aux petits agriculteurs. Il est indispensable de prendre des mesures de restructuration qui s'imposent devant le nombre d'exploitations marginales qui ne sont plus rentables et devant les surplus de certains produits de l'agriculture dont l'écoulement ne se fait qu'à des conditions onéreuses.

Le Conseil général, désireux d'assurer aux agriculteurs un revenu correspondant à celui des autres catégories sociales, appuie les propositions de la Commission du Marché Commun tendant à lier le problème des prix à celui des restructurations, celles-ci devant nécessairement comporter un volet social destiné :

- a) Aux agriculteurs qui continuent à quitter la terre ou l'élevage
- b) aux jeunes agriculteurs qui doivent pouvoir bénéficier d'une formation professionnelle adéquate.

RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET ENSEIGNEMENT

Dans le domaine de la recherche scientifique et technologique il faut constater que la crise de l'Euratom qui dure depuis plusieurs années n'a pas encore été résolue et que la Communauté n'a pas réussi à donner suite aux propositions formulées il y a un an et demi à la conférence de La Haye. Le Conseil général prend note avec satisfaction des récentes propositions de la Commission du Marché Commun qui visent à la création :

- 1.- D'un comité Européen de la Recherche et du Développement, organe indépendant destiné à s'occuper des programmes nationaux et dans lequel devraient être représentés, outre les représentants des administrations nationales, les repré-

sentants du monde scientifique, de l'industrie et des travailleurs.

2.- D'une Agence européenne pour la Recherche et le Développement qui devrait avoir pour tâche de financer ou d'exécuter directement des programmes communs.

Le seul élément positif est jusqu'à présent constitué par les décisions, récemment adoptées par le Conseil des ministres et par la Commission, qui tendent à donner une plus grande autonomie fonctionnelle au Centre commun de recherche de l'Euratom, ce qui devrait permettre à ce Centre de parvenir rapidement à la définition de nouveaux programmes pluriannuels concernant également des secteurs non nucléaires.

Le Conseil général souhaite que les Gouvernements parviennent rapidement à une discussion positive des propositions de la Commission et à la définition et l'exécution d'une véritable politique de recherche scientifique et technologique qui sera indispensable à la Communauté élargie notamment en prévision de l'apport technologique considérable de la Grande-Bretagne.

Afin de compléter les réalisations méritoires du Conseil de l'Europe en matière de coopération culturelle, il faudrait examiner comment peut être réalisée, sur le plan des Communautés européennes, une coordination plus poussée des systèmes d'enseignement et de la délivrance des diplômes, ainsi qu'une coopération multilatérale en matière d'enseignement à tous les degrés.

L'ELARGISSEMENT DES COMMUNAUTES EUROPEENNES

Le Conseil général du P.S.B. rappelle ses résolutions antérieures favorables à l'adhésion aux Communautés Européennes de la Grande-Bretagne et d'autres Etats Membres de l'Association Européenne de Libre-échange, sur base de l'article 237 du Traité de Rome.

Compte tenu des décisions prises lors de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement tenue à La Haye en 1969, envisageant à la fois l'achèvement, l'approfondissement et l'élargissement des Communautés Européennes.

Il prend acte avec satisfaction que des négociations ont été entamées dans ce contexte le 30 juin dernier avec la Grande-Bretagne, l'Irlande, le Danemark et la Norvège.

Et de ce que les gouvernements des pays précités ont accepté des dispositions du Traité de Rome ainsi que l'acquis communautaire tels que le tarif extérieur commun, la politique agricole commune, le système des ressources propres de la Communauté et la réalisation par étapes de l'Union économique et monétaire.

Tout doit être mis en oeuvre pour que les principaux points actuellement en négociation trouvent une solution satisfaisante, à savoir :

- a) La fixation d'une période de transition raisonnable qui permette le règlement des problèmes d'adaptation qui se posent aux Etats-candidats.
- b) Le montant des contributions que ceux-ci apporteront pendant cette période au budget communautaire.
- c) Les problèmes particuliers posés à la Grande-Bretagne en ce qui concerne ses importations en provenance de pays du Commonwealth.

Le Parlement européen et les Parlements nationaux doivent être tenus au courant de l'évolution des négociations afin de permettre l'information la plus large possible de la situation des négociations en cours, qui devraient aboutir dans un délai suffisant pour que l'entrée des quatre Etats-candidats dans la Communauté Européenne soit rendue effective le 1er janvier 1973 au plus tard.

Par delà les difficultés incontestables des négociations la volonté politique doit mener à leur succès afin de réaliser une oeuvre dont l'importance est capitale pour l'avenir de l'Europe en tant que facteur d'équilibre dans le monde.

PAYS INDUSTRIALISES ET PAYS A COMMERCE D'ETAT

Le passage de l'Union douanière à l'Union économique et monétaire au sein de la C.E. bientôt élargie aura pour effet de constituer un nouveau centre important de décisions de politique économique et de ce fait créera la nécessité d'une concertation avec les autres pays industrialisés tant dans le domaine commercial que dans le domaine de la politique économique et monétaire.

D'autre part, la Communauté Européenne devrait, sans attendre, prendre toutes initiatives tendant à promouvoir les échanges commerciaux scientifiques et techniques avec les pays à commerce d'Etat.

GRESE, ESPAGNE ET PORTUGAL

Le Conseil général, réaffirme que les finalités politiques de l'intégration européenne ne peuvent se concevoir que dans le respect et le renforcement de la démocratie, et rappelle dès lors que l'association d'un pays européen à la C.E.E., en ce qu'elle peut conduire à l'adhésion pleine et entière de ce pays, doit répondre à des exigences fondées sur la protection et la promotion nécessaires des libertés et des institutions démocratiques.

Le coup d'Etat intervenu en Grèce le 21 avril 1967 et les mesures prises depuis lors par les autorités helléniques contreviennent gravement aux principes élémentaires de la démocratie., ainsi que l'a dûment constaté le Conseil de l'Europe.

Seuls des parlementaires grecs librement élus peuvent assurer valablement, avec leurs collègues du Parlement européen les responsabilités et le contrôle indiqués à l'article 71 du traité d'association CEE-Grèce.

L'application dudit traité d'association devra être suspendue aussi longtemps que des élections libres n'aient pas exprimé la volonté de la nation grecque jugulée, et réitère ses sentiments de profonde solidarité envers les victimes grecques de l'oppression neo-fasciste.

Les cas de l'Espagne et du Portugal étant similaires le Conseil général réaffirme solennellement que toute négociation en vue de l'association de ces pays à la C.E.C. doit être subordonnée au rétablissement préalable de la démocratie politique et en particulier pour le Portugal, de l'abandon de la politique qu'il s'obstine à poursuivre en Afrique au détriment de la coopération eurafricaine.

C.E.E. ET TIERS MONDE

L'association d'Etats africains à la C.E.C. résulte de liens historiques et de la volonté politique manifestée par les partenaires africains, ces derniers comptent des Etats parmi les plus démunis du monde entier.

Le système des préférences généralisées proposées au niveau mondial ne peut donc porter atteinte aux avantages dès à présent obtenus par les EAMA dans le cadre de préférences régionales.

La dotation du Fonds européen de Développement devra être sensiblement accru dans le cadre d'une convention de Yaounde rendue permanente et le contrôle

des opérations du Fonds européen de Développement devra être considérablement renforcé.

En particulier, les pays en voie de développement relavant du Commonwealth doivent se voir garantir, en cas d'élargissement de la C.E.E. un revenu au moins égal à celui dont ils disposent actuellement.

Enfin, une répartition du travail et des productions entre l'Europe et ses associés d'outre-mer, doit être conçue de manière à garantir des rationalisations, des coûts moindres pour les consommateurs et un partage équitable des revenus.

=====

Au secrétariat national
c/ U. Coussement

Chers Camarades,

Le secrétariat national nous avait annoncé en début d'année la possibilité pour la fédération d'engager un permanent supplémentaire.

Ne pouvant faire face à la part de dépense que cela occasionne, nous n'avons pas pu envisager l'engagement en question. Néanmoins, nous pensons depuis quelques temps que la présence d'un permanent "jeune" permettrait d'exploiter mieux les possibilités offertes par la Maison de la Jeunesse, et d'avoir un rayonnement dans la fédération.

La somme consentie par le centre, soit 50% du traitement, suffirait à engager un semi-permanent jeune.

Le Cde J-C1 Brichard actuellement libre de service militaire pourrait remplir cette fonction. Si on pouvait envisager cette possibilité ne serait-ce que pour 1 an, l'intéressé pourrait suivre les stages de directeur de Maison de jeunes et finir par être rétribué par le Ministère.


Il ne serait donc plus à notre charge à ce moment.

Pourriez-vous nous donner votre avis à ce sujet?

Bien fraternellement.



Claude Coussement



Jean Bonnet

Le Bureau Politique du Parti Communiste de Belgique tient à exprimer sa protestation au sujet de l'application par le gouvernement français de l'arrêt d'expulsion à l'encontre de Santiago Carillo, secrétaire général du Parti Communiste Espagnol.

Santiago Carillo est le représentant d'une importante fraction des anti-fascistes d'Espagne. La mesure d'expulsion du gouvernement français à l'encontre de Santiago Carillo constitue une grave attaque portée au large mouvement anti-fasciste et démocratique qui se développe en Espagne. Elle constitue un coup contre le mouvement démocratique en général.

Le Bureau Politique du Parti Communiste de Belgique demande l'annulation du décret d'expulsion à l'encontre de Santiago Carillo et exprime sa solidarité active avec le Parti Communiste d'Espagne.

Bruxelles, le 24 août 1971

27 août 1971.

Camarade Marcel BERGEN
Avenue des Bouleaux, 5/3
4220 JEMEPPE S/M.

Cher camarade,

La candidature du camarade Evelette Freddy, nous est présentée comme permanent à la fédération de Huy, en remplacement de Francis Delcroix.

C'est un candidat que tu connais particulièrement je crois, peux-tu m'écrire ton avis personnel sur les qualités de ce camarade.

Il m'a personnellement transmis son curriculum vitae.

Fraternellement,

Urbain COUSSEMENT

PARTI COMMUNISTE DE BELGIQUE

Avenue de Stalingrad, 29
1000 BRUXELLES

Bruxelles, le 23 août 1971

AUX MEMBRES DU BUREAU POLITIQUE

Chers Camarades,

Le Bureau politique se réunira le
VENREDI 27 AOÛT 1971 A 10 HEURES.
=====

A l'ordre du jour :

- Ebauche de calendrier politique et activation
du Parti.
- Préparation réunion des comités fédéraux du Hainaut.
- Manifestation des Jeunes du 16/10.
- Point de la situation : préparation fête du D.R.

Thème des discours.

Bien cordialement,

M. DEUMAUX
A. DE CONINCK.

Procès-verbal du Bureau Politique du 27/8/1971

Présents : Coussement, De Coninck, Drumaux, Glineur, Levaux, Turf.

Excusés : Blume, Debrouwere, Dussart, Renard, Van den Branden, Van Geyt.

- Campagne pré-électorale du Parti

A) Calendrier politique des activités : voir note annexée.

- Le prochain B.P. poursuivra la discussion pour compléter le programme notamment
 - fixer une réunion C.C. sur les problèmes d'organisation des cellules du parti;
 - fixer les conférences provinciales du Parti dans le Brabant - Liège-Anvers;
 - reprendre le projet de conférences fédérales sur les problèmes féminins;
 - mettre au point les dispositions concrètes qui nous permettront de préciser les positions de combat propres au Parti ainsi que nos perspectives en matière de :
 - Santé - Environnement
 - Enseignement (la réforme à tous les stades)
 - Fiscalité : ne pas limiter au problème indexation recherche de solutions plus générales
 - Emploi *et développement économique*
 - Affaires Etrangères : voir comment aborder de façon populaire les changements intervenus dans la politique internationale.
 - Problèmes communautaires : voir s'il y a lieu de faire déposer par le parti une proposition de loi régionale.
 - Problèmes idéologiques :
 - notre alternative en matière de réformes de structure
 - rôle spécifique du P.C. dans la lutte pour le socialisme
 - doctrine du Parti en matière d'alliances
 - Internationalisme prolétarien.

L'approfondissement de ces thèmes programmatiques devra se faire par :

- la constitution de "dossiers"
 - par l'organisation de Conférences nationales ou Journées d'études.
 - Pour les "dossiers" - Drumaux en discutera avec L. Van Geyt.
 - Les études sur les problèmes idéologiques devront être organisées à l'initiative du secteur idéologique (Blume - Duchâteau).
 - La discussion sur l'organisation des conférences nationales sera reprise au prochain B.P. - elle impliquera des précisions sur la répartition des responsabilités entre les membres du B.P. et la constitution d'équipes de travail pour aider les membres du B.P.
- B) Développement de la Propagande : implique un plan de propagande intensifié et multiforme
- organiser des Conférences-débat "Face à l'opinion".
Pour commencer, préparer très minutieusement 2 ou 3 réunions (Bruxelles - Flandre - Wallonie)
Date à fixer.
 - pour aider les sections et cellules, publier mensuellement (au moins) l'Agenda du Propagandiste ("Faites et Arguments") - pour l'exécution matérielle adjoindre Debauve à Renard - Turf examinera la possibilité

.../..

de mettre également Hilda Schepens à sa disposition pour la publication en néerlandais.

Compléter l'équipement technique central (adressographe - machine offset).

- assurer d'ici la fin de l'année la parution d'encore 2 ou 3 D.R. de propagande.

Le prochain n° pour le 20/9 au plus tard - y prévoir notamment la discussion du projet Major sur le chômage (Glineur fera parvenir à Renard les éléments de polémique et nos propositions).

- Envisager la publication d'un bulletin exemplatif de propagande (slogans - dessins - mots d'ordre).

La discussion en vue de l'exécution de ce projet sera poursuivie encore au B.P.

- Organiser la publication systématique d'affiches. A cet effet revoir le contenu et la forme (plus offensives) et simultanément réorganiser des équipes dynamiques de colleurs dans les fédérations.

- Remettre en cours d'autres formes de propagande susceptibles de faciliter le contact avec les gens : reprise de séances avec projection de films (revoir l'équipement des fédérations en appareils de projection)

: les prises de parole

- Poursuivre les efforts de pénétration par radio - TV.

Drumaux discutera avec Renard de l'ensemble de ces décisions et projets).

- Le Drapeau Rouge : Drumaux discutera avec Dussart des critiques émises au cours de réunions de diffuseurs de la presse concernant le contenu du journal (insuffisance de polémique, de combativité et de mots d'ordre d'action).

- Meeting solennel du 28 novembre : prévenir dès maintenant les fédérations.

- Composition du Conseil économique wallon

Drumaux s'informerait auprès de Delmotte si le candidat P.C. a été retenu.

- Prochain communiqué du B.P.

Turf présentera un projet au Secrétariat de lundi 30/8 (hausses de prix et demande de suppression taxe à l'exportation)

- Réunion des bureaux des fédérations du Hainaut (2/9)

- Introduteur : Coussement

- Objet : préparation des rapports pour la Conférence du 18/9
: l'alliance électorale U.D.P.

- Meeting à la fête du D.R.

Présidence : J. Terfve

Orateurs : Turf

Salini (Humanité))	15' chacun.
Drumaux)	

Thème de Turf et Drumaux : le rôle du Parti.

- Répartition des tâches des collaborateurs techniques et coordination de leur travail : à revoir au Secrétariat.

- Publication livre de L. Van Brussel sur la Résistance

- accord pour édition par le fonds "Frans Masereel".

- tirage : 1.000 exemplaires.

- Colloque organisé par la Revue Paix et Socialisme (Prague 28-29 septembre)

Coussement se charge de trouver le participant belge.

- Examen de problèmes de politique étrangère : B.P. du 10/9.
 - La Chine : demander rapport introductif à J. Terfve.
 - Résolution PSB : " " " à Debrouwere.
 - Prêt pour achat immeuble par fédération liégeoise
accord de principe - modalités à établir avec B. Gordower.
-

Premiers éléments du Calendrier jusqu'aux élections législatives.

Septembre 1971

- 2/9 : réunion des délégations des bureaux fédéraux du Hainaut.
- 4/9 : fête du D.R.
- 15/9 : transmission au Secrétariat national des rapports program-
matiques fédéraux.
- 12 et 18/9 : Ventes collectives de presse.
- 18/9 : Mons : Conférence provinciale du parti du Hainaut.
- 26/9 : Thudinie : conférence sur les problèmes frontaliers.
- du 15 au 30/9 : conférences fédérales Parti pour l'adoption des programmes
régionaux.
- fin du mois : conférences par conférencier RDA (Bruxelles-Gand-Liège).

Octobre 1971

- 2-3/10 : C.C. : objectifs pour la campagne électorale - discussions
par ailes et réunion commune pour conclusions communes.
- 17/10 (?) : Mons - élections
- du 15 au 30/10 : réunions de base du Parti, préparatoires aux Congrès fédé-
raux.
- 30/10 : Mons : manifestation anti OTAN des Jeunes.

Novembre 1971

- du 15 au 30/11 : Congrès fédéraux :
 - plans politiques
 - listes électorales
- 28/11 : Bruxelles : meeting solennel 50e Anniversaire.

Décembre 1971

- du 15 au 31/12 : remises de cartes d'adhésion
- : lancement Fonds de combat électoral
- : Vente collective de presse
- 18-19/12 : C.C. : - Budget 1972
 - Résultats congrès fédéraux :
 - alliances politiques
 - échange de vues sur listes électorales
 - Réélection des instances dirigeantes
 - Travail des Commissions C.C.

Janvier 1972 : 2e phase campagne électorale

Février 1972 : idem

Mars 1972

4 - 5/3 : C.C. : - 3e phase campagne électorale
- ratification définitive listes électorales.

Avril 1972 : Elections législatives.

EPHEMERIDES DU 16 JUIN AU 30 AOUT

16 juin

- POL. INTERIEURE : - Déclaration de Descamps et Toussaint qui, tout en exigeant la mise en place d'un "pacte culturel" n'en font plus un préalable. Ils proposent de "globaliser" les problèmes.
- Le collège échevinal de Liège-ville ratifie l'accord P.S.B.-P.S.C.
- Déclaration de Delmotte à Ath : "Les Fourons et la décentralisation économique pourraient conduire le gouvernement à sa chute".
- Le Bureau de programmation économique précise le système qu'il a utilisé pour la sélection des zones de développement
- 1) pour chacun des critères la position des 44 arrondissements est chiffrée, ainsi que la position moyenne pour le pays.
 - 2) pour chaque critère un nombre déterminé de points (100.000) est réparti entre les arrondissements dont la position se révèle plus défavorable que la moyenne belge.
 - 3) un classement des arrondissements est ensuite opéré en fonction du nombre total des points qui échoient à chacun d'eux.

- POL. INTERNATIONALE : - Brejnev évoque l'importance du traité signé entre l'U.R.S.S. et la R.F.A. et il déclare qu'ils seront prêts à fournir les efforts nécessaires pour parvenir à un accord sur Berlin-Ouest.

17 juin

- POL. INTERIEURE : - Mr. Delmotte ministre de l'économie régionale wallonne en visite à Düsseldorf : "les investisseurs allemands manifestent un intérêt nouveau pour la Wallonie".
- Le P.L.P. francophone estime que le rétablissement de la liberté du père de famille à Bruxelles ne doit dépendre que du vote du projet sur les grandes agglomérations, l'autonomie culturelle et les autres projets communautaires devront faire l'objet d'un second "paquet global"
- une réclamation a été déposée à la députation permanente contre le scrutin du 6 juin à la Liège par la liste Houssa.
- POL. INTERNATIONALE : - Le Chancelier Brandt exprime sa conviction que les déclarations de Brejnev sur les perspectives d'un accord sur Berlin sont "importantes, significatives et positives".

18 juin

- POL. INTERNATIONALE : - Selon Golda Meir, 6.000 juifs ont quittés l'U.R.S.S. pour Israël en 5 mois.
- le gén. Duong Van Minh demande publiquement la cessation de la guerre fratricide, la libération de tout contrôle étranger et la réconciliation entre le Nord et le Sud sur la base d'une coexistence pacifique.

P.C.B. : - Communiqué du B.P. : vote contre les accords culturels à défaut de mesures pour la décentralisation économique.

19 juin

- POL. INTERIEURE : - L'assemblée du Grand-Liège propose des amendements au projet 973 et se prononce en faveur de la représentation proportionnelle.
- Conseil général du MOC sur l'économie régionale : "La Wallonie doit pouvoir compter sur la solidarité nationale".
 - Les Jong Socialisten protestent contre Simonet qui veut vendre la Régie Sibelgaz au privé.
 - le Conseil des ministres adopte le projet de loi portant approbation des lignes de force du plan.
 - Tongres accord électoral P.S.B. - P.L.P.
- LUTTES SOCIALES : - Grève Papeterie Mills à la Hulpe
- Fermeture du centre scientifique E.R.A. crée par les américains.
- POL. INTERNATIONALE : - aux E.U. le New-York Times publie des "documents secrets" sur l'engagement américain au Vietnam.

21 juin

- POL. INTERIEURE : - Le P.S.C. condamne sévèrement les intentions de Vlerick en matière de zones de développement.
- Le Conseil communal de Bruxelles relance le problème de la liberté du père de famille et l'exige pour le 1er septembre
 - devant la jeune chambre économique de Mons, F. Delmotte plaide à nouveau en faveur d'un véritable pouvoir régional.
- A.C.E.C. : - le Front commun syndical des ACEC réuni avec des parlementaires de la région exprime une nouvelle fois ses revendications:
- 1) obtenir de nouvelles garanties d'emploi
 - 2) maintien du niveau actuel de l'emploi et du volume de l'emploi câblerie et ACEC
 - 3) contrôle par les travailleurs des aides financières de l'état
 - 4) le résultat de l'opération financière ACEC-CEAT doit être totalement réinvesti dans les différents sièges.
 - 5) la participation de l'état dans la nouvelle société "Câblerie de Charleroi".

P.C.B. : - Résolution du C.C. sur les tâches du parti dans la situation politique actuelle. Elaboration de programmes politiques régionaux.

22 juin

ACEC : - Les députés Drumaux, Glinne, Moureau, Califice et Louis Van Geyt, interpellent le ministre des affaires économiques sur les conséquences de la reprise de la division "câblerie" des ACEC de Charleroi par une firme italienne.

Réponse de Cools : le gouvernement n'a aucun pouvoir de contrôle ou d'intervention en matière de fusions ou de cessions d'entreprise. Les dirigeants de l'entreprise ont fait part de projets de réinvestissements (centaines de nouveaux emplois). Le gouvernement fera respecter cet engagement.

POL. INTERIEURE : - le sénat qui devait adopter le projet 399 sur la création de groupes linguistiques le renvoie en commission à la suite d'une série de questions de M. Servais.

LUTTES SOCIALES : - les 193 ouvriers qui occupaient l'entreprise métallurgiste "Los Certales S.A." à Seville depuis 18 jours ont abandonné après avoir eu certaines garanties quant à leurs revendications.

POL. INTERNATIONALE : - malgré l'embargo du gouvernement des E.U, Nixon fait envoyer des armes au Pakistan.
- les ambassadeurs de l'U.R.S.S. à Washington, Pékin, Paris et Londres ont remis une déclaration du gouvernement soviétique aux gouvernements respectifs, qui propose la réunion d'une conférence des 5 puissances nucléaires.

23 juin

POL. INTERNATIONALE : - le "sommet de l'OUA": 1) rejette la prétendue politique d'ouverture du gouvernement Sud-Africain. 2) condamne les puissances comme la France et la Grande-Bretagne qui continuent à fournir du matériel militaire à l'Afrique du Sud 3) lance un appel en faveur de l'intensification du boycottage de l'Afrique du Sud dans tous les domaines.

COMMUNAUTE EUROPEENNE : - les 6 pays de la communauté européenne sont arrivés à un accord avec la Grande-Bretagne sur l'adhésion de cette dernière au Marché Commun. La décision revient maintenant à la Chambre des Communes.

LUTTES SOCIALES : - Grève Bell I.T.T.

24 juin

POL. INTERIEURE : - le sénat adopte par 123 voix et 8 abstentions (FDF-RW) le projet 399 sur la constitution de groupes linguistiques.
- le P.C.B. dépose un projet de loi instaurant la liberté du père de famille à Bruxelles à partir du 1er septembre
- MONS : le P.S.C refuse de former un collège avec l'U.D.P., liste An 2000 et P.L.P. introduisent une demande d'invalidation des élections du 13 juin.

PRIX : - Résolution du B.P. du P.C.B. sur la hausse des prix à partir du 1er juillet
- Conclusion du contrat-programme en électro-ménager, implique l'interdiction des prix barrés mais de fait : liberté pour les hausses.

EXPANSION ECONOMIQUE : - Les ministres Vlerick et Delmotte font des déclarations antagonistes sur l'expansion économique et les répartitions des zones d'aide.

POL. INTERNATIONALE : - Le sénat américain préconise le retrait des troupes du Vietnam contre la libération des prisonniers américains.

SECURITE EUROPEENNE : - Réunion à Bruxelles pour la sécurité et la coopération européenne. Une centaine de personnalités des pays de l'Europe de l'est et de l'ouest.

25 juin

P.C.B. : - Marc Drumaux parle à la radio sur les salaires, les pensions, emploi, prix. La nécessité de vigilance et de combativité des travailleurs.

EXPANSION ECONOMIQUE : - Résolution de la fédération wallonne de la F.G.T.B. demandant l'application de la loi du 30 décembre sur l'expansion économique conformément aux critères définis par celle-ci.

PRIX : - communication du chef de cabinet du ministre des affaires économiques: les prix en Belgique ont subi de moins grandes hausses que dans d'autres pays du Marché Commun.

LUTTES SOCIALES : - extension de la grève BELL - I.T.T. au siège d'Anvers : 8.000 ouvriers.

26 juin

POL. INTERNATIONALE : - expulsion du commandant de Malte.
- Pekin est favorable à l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché Commun

PRIX : - La Confédération Nationale du commerce indépendant de l'alimentation s'opposera au Projet Cools sur les prix.
- Sénat : le projet Cools sur les prix est envoyé devant le Conseil d'Etat.

EMPLOI : - Conseil communal d'Ottignies proteste contre l'intervention de Vlerick pour obtenir l'installation I.C.C. à Everberg au lieu d'Ottignies. 700 millions d'investissement, 1600 emplois.

28 juin

PRIX : - Nouvelle hausse de l'index + 0,72 points sur l'index en vigueur (118,38) Cela doit entraîner une nouvelle adaptation de 2,5 % des traitements dans les services publics.

29 juin

ANGELA DAVIS : - Le procès commencera d'ici 2 mois. On lui a autorisé d'être son propre avocat. Cependant, si elle abuse ce droit lui sera retiré.

LUTTES SOCIALES : - Communiqué du Front Commun de la centrale des métallurgistes à propos du conflit à Bellx I.T.T. - les revendic. portant sur une augmentation de 10 fr. émanent de personnes non-mandatées et ne sont pas appuyées par les syndicats.
- décident de ne pas abandonner leurs membres à leur sort.

30 juin

- POL. INTERIEURE : - Le sénateur Noël annonce à la maison communale de Cuesmes, la création d'un "mouvement progressiste structuré" en Wallonie, comportant des membres cotisants une organisation et des statuts.
- le 8ième congrès des partis socialistes de la communauté européenne se prononce pour les Etats Unis d'Europe.
- ESPACE : - Mort des cosmonautes soviétiques de Soyouz 11.

ENSEIGNEMENT : - La députation permanente de Liège, Hainaut et Brabant, proteste auprès du ministre Vermeulen et Dubois contre la lenteur du vote du projet 616 relatif aux ingénieurs techniciens.

1 juillet

- POL. INTERNATIONALE : - Election au Japon. Progrès des socialistes et des communistes, le parti au pouvoir reste majoritaire.
- Nouvelle déclaration du G.R.P. faite par Mme Binh à Paris, qui rencontre certaines options du gén. Minh
- . le G.R.P. s'engage à lier les opérations de libération à celle des retraits des troupes U.S.
 - . le G.R.P. ne fixe plus de date limite au retrait des troupes U.S.
- POL. INTERIEURE : - lettre ouverte du P.L.P. au gouvernement. Deux préalables au du projet 400 (autonomie culturelle)
- 1) représentation proportionnelle sans limitation ni restriction dans les collèges.
 - 2) la conclusion d'un pacte culturel assurant la protection des minorités idéologiques et philosophiques.
- le projet 399 créant les groupes linguistiques a été approuvé par la chambre.
- LUTTES SOCIALES : - Grève aux 4 sièges des ACEC décidée par le Front Commun
- Pension + 5 %
- P.C.B. : - Communiqué du B.P. : message au C.C. du P.C. Chinois pour le 50ième anniversaire.

2 juillet

- POL. INTERIEURE : - la Chambre des représentants vote la loi sur la création des groupes linguistiques au Parlement . 128 pour, 3 contre (les communistes) 42 abstentions (F.D.F-R.W-P.L.P.)
- POL. INTERNATIONALE : - la Cour Suprême de Washington autorise la presse américaine à poursuivre la publication des documents secrets du Pentagone.
- P.C.B. : - Communiqué du B.P. sur la grève des ACEC et sur les actions revendic. en cours à Bellè et Glaverbell.
- LUTTES SOCIALES : - Grève à Fottweis (Verviers) (usine textile). Après plusieurs vexations et tentatives d'effraction de la nouvelle convention par certains cadres de l'entreprise.

3 juillet

- PRIX : - opposition des employeurs et des indépendants au Projet Cools.
En cas de litige une consultation de l'assemblée des indépendants sera organisée au préalable.
- P.C.B. : - Résolution de la fédération de Mons-Borinage qui précise les objectifs prioritaires de la région.

4 juillet

- P.C.B. : - Communiqué B.P. qui annonce le vote contre les accords culturels.
- Communiqué du B.P. : charge le groupe des parlementaires de refuser la confiance au gouvernement.
- POL. INTERIEURE : - Réunion en Conseil de Cabinet pour tenter de trouver une solution acceptable aux problèmes communautaires cruciaux.
- Nouveau conseil de Cabinet extraordinaire sur les 3 points qui restent : les modalités de la représ. proportionnelle, le pacte culturel et les Fourons. Déclaration de Eyskens : prêt à poser la question de confiance. Il attend la réunion du P.S.B.
- SANTE : - le ministre De Paeppe organise une première réunion en vue de la conférence nationale de la santé (séance académique).
- POL. INTERNATIONALE : - Bonn : entretien Brandt-Pomidou.

6 juillet

- POL. INTERIEURE : - Nouveau Conseil de Cabinet
- La commission spéciale de la Chambre a voté le projet 973.
- PRIX : - Protestation des architectes contre l'application de la T.V.A. Ils bloquent les entrées des bureaux de contrôle T.V.A.

7 juillet

- POL. INTERIEURE : - Entretien entre Eyskens, Cools et Descamps. Dans une déclaration au Sénat, Eyskens accepte l'idée d'un "pacte culturel". Le P.L.P. refuse les propositions de Eyskens sur les aggl. et féd. dans les collèges, sur le transfert des pouvoirs aux régions et sur les Fourons, qui sont des promesses trop vagues. Il veut que les présidents des 3 partis tradit. prennent immédiatement à leur compte les décisions prises pour le "pacte culturel" avant le vote de la loi sur l'autonomie culturelle. Divergences au P.S.B. - P.S.C. sur les modalités de la proportionnelle dans les collèges d'agglomération.
- DESARMEMENT : - Helsinki : reprise des négociations URSS-USA sur la limitation des armements stratégiques (S.A.L.T.)
- R.T.B. : - Accord de principe entre le gouvernement et la délégation syndicale C.S.C., Celle de la C.G.S.P. trouve l'accord trop imprécis.

A.C.E.C. : - Dans un communiqué le Front Commun syndical SETCA-CNE des ACEC croit déceler une attitude ambiguë de la part de la direction gén. vis à vis de la conférence éc. de Charleroi, qui avait choisi parmi ses objectifs : l'amélioration de l'emploi régional.

9 juillet

A.C.E.C. : - la direction déplore dans un communiqué l'agitation maintenue sur la sécurité de l'emploi, le non-respect des conventions, les piquets de grève dépassant leurs pouvoirs, l'abandon de l'outil etc...

VIETNAM : - interview de Le Duc Tho au New-York Times: propose règlement en 2 phases : 1) retrait des troupes et libération des prisonniers
2) Règlement politique (exclusive contre Thieu)

POL. INTERNATIONALE : - Paris : le P.C.F.-P.S.F. publieront en septembre un texte commun, définissant les positions des 2 partis sur la dégradation des libertés en France.
- Athènes : 2 dirigeants du P.C. grec (Collianis) condamnés à 10 ans de prison pour rentrée illégale et tentative de reconstitution du parti.

LUTTES SOCIALES : - réunion du Conseil d'Entreprise de Val-Saint-Lambert. Le Directeur gén. annonce sa démission ainsi que celle des administrateurs.
- négociations entre représentants patronaux et syndicaux à Ettweis. La prime que la direction refusait de payer intégralement à la date prévue par la convention, sera versée conformément à celle-ci.

PRIX : - annonce de hausse des tarifs de chemin de fer de 5,5 % à partir du 1er.9.

P.C.B. : - Communiqué du B.P. concernant les propositions pour le Vietnam.

POL. INTERNATIONALE : - Déclaration de Nixon : les E.U. n'ont plus la suprématie, ils devront partager le pouvoir avec le Japon, l'Europe occidentale, l'U.R.S.S. et la Chine.
- Entretien entre Chou-En-Lai et Kissinger, conseiller du président Nixon, sur les affaires de sécurité nationales.

POL. INTERIEURE : - le sénat vote le projet 400 qui matérialise l'autonomie culturelle par la mise en place des conseils culturels. Le gouvernement accepte de négocier un pré-accord culturel avec le P.L.P.
122 voix pour (CVP-PSC-PSB + V.U.) 41 voix contre (PLP-FDF - P.C.) 5 abstentions, socialistes bruxellois.

10 juillet

POL. INTERNATIONALE : - Coup d'état avorté au Maroc. Les officiers responsables ainsi que le colonel Medbouh ont été exécutés. Violente répression. Le gén. Oufkir prend la situation en main.

- 6 -
- Islande : les communistes entrent au gouvernement
 - Le gouvernement belge et la République populaire de Mongolie décident d'établir des relations diplomatiques au niveau d'ambassadeurs.

PRIX : - Demande de hausse de prix de nettoyage à sec . La commission des prix accepte à un taux inférieur à celui demandé.

POL. INTERIEURE : - Réunion des élus du P.S.B. féd. de Liège : opposition à la privatisation du secteur de l'énergie. Appuie la C.G.S.P.

- Rapport du directoire charbonnier : baisse de la production et de la consommation. Accroissement de l'importation.

11 juillet

POL. INTERNATIONALE : - Jordanie : mesures de répression de l'armée jordanienne contre la résistance palestinienne.

- Chypre : pression de l'OTAN par des menaces d'action greco-turque.

12 juillet

POL. INTERIEURE : - Conseil de Cabinet sur les problèmes communautaires. Le P.L.P. maintient sa demande de signature d'un accord et non d'un pacte avant les vacances, ceci avant le vote du projet sur l'autonomie culturelle.

Le P.S.B. veut 1) restreindre la compétence des conseils culturels 2) remettre en cause les rapports entre le gouvernement et conseils 3) poser de nouvelles conditions prévues à l'accord du 1er avril.

13 juillet

POL. INTERIEURE : - entrevue entre les membres du gouvernement et les dirigeants du P.L.P. afin de trouver un accord culturel.

- le gouvernement a pris la décision de faire reprendre par la S.N.I. une participation largement majoritaire (financière) dans la société de la cristallerie Val Saint-Lambert.
- visite du ministre du commerce extérieur de l'U.R.S.S. en vue d'un traité U.R.S.S.-Belux.

14 juillet

POL. INTERIEURE : - Réunion en comité restreint sous la présidence de Myskens, pour mettre au point un texte révisé de "préaccord" culturel, en réponse aux observations de Descamps.

- Diest : le P.L.P. est majoritaire après recomptage des bulletins.
- la féd. bruxelloise du P.S.B. rejette la proposition d'un élargissement électoral F.D.F. -PLP

POL. INTERNATIONALE : - CHILI : nationalisation des mines de cuivre.

15 juillet

- POL. INTERIEURE : - la chambre vote le projet de loi pour les aggl. et féd. de communes. Les communistes votent contre pour diverses raisons.
- 1) il réduit à sa plus simple expression les transferts de pouvoirs et de moyens par l'état et les provinces aux nouvelles institutions locales et régionales.
 - 2) Il subordonne l'entrée en vigueur de la loi au vote préalable dans les 2 chambres du projet instaurant les conseils culturels.
 - 3) Il impose à la région bruxelloise un statut arbitraire caractérisé notamment par le mode d'élection non démocratique de son collège d'agglom.

16 juillet

- POL. INTERIEURE : - La chambre a adopté le projet 400 avec le soutien du P.L.P. qui, en dernière minute, a signé le pré-accord culturel. Le gouvernement a offert des garanties sur l'autonomie culturelle et prévu l'application du système proportionnel dans toutes les agglomérations. Le P.L.P. bruxellois n'a pas signé a donc voté contre le projet ainsi que les socialistes bruxellois.
- 155 voix pour (CVP-PSC-PSB wallon et flamand, PLPL wallon et flamand) ainsi que les bruxellois Delforge et Corbeau)
- 21 voix contre (P.C.-FDF-RW-PLP Gillet, Piron, Van Offelen, Gendebien et Mundeleer)
- 25 abstentions.
- 3 autres projets de loi ont également été votés par la chambre
- 1) le projet sur les prix (projet Cools) : les communistes votent pour. A. Mathieu explique le vote.
 - 2) Projet sur l'enseignement secondaire : les communistes votent également pour. Malgré les insuffisances très nettes les com. estiment que l'effort de rénovation doit être soutenu.
 - 3) projet sur le financement des universités : les communistes votent contre. Présenté dans la hâte, sans consultation des milieux intéressés et contre l'avis de sections syndicales du personnel universitaire.

17 juillet

- POL. INTERNATIONALE : - Nixon annonce qu'il acceptera d'aller à Pekin en vue d'une recherche de normalisation des relations entre les deux pays.
- MARCHE COMMUN : - Mr. Wilson se prononce contre l'entrée dans le Marché Commun, aux conditions faites par les 6.
- POL. INTERIEURE : - le sénat vote la nouvelle loi sur la fermeture des entreprises. Rapport fait par Max Bury sénateur soc.
- 1) critères délimitant la notion de fermeture d'entreprise
 - 2) condition d'octroi de l'indemnité de licenciement, extension de notion d'ancienneté.
 - 3) octroi d'un supplément en fonction de l'âge en tant qu'indemnité de licenciement.
 - 4) octroi dans certains cas d'un pouvoir d'appréciation au comité de gestion du Fonds d'indemnisation.

19 juillet

SOUDAN : - Coup d'état au Soudan contre le président Nemeiry par la gauche soudanaise et par e.a. le commandant Hachem Al Ata. Déclaration faite par celui-ci : "Libérer le Soudan de l'alliance des capitalistes étranger et local".

21 juillet

POL. INTERNATIONALE : - Chou-En-Lai pose des conditions à la normalisation des rapports sino-américain.
1) aucune affectation de la solidarité sino-indochinoise : évacuation totale de l'Indochine par les troupes américaines est urgent, et plus impérieux que la restauration de la relation entre les peuples chinois et amér.
2) Reconnaissance du gouvernement de la République Populaire de Chine comme le seul gouvernement légal.

22 juillet

SOUDAN : - Le commandant Atta chef de la nouvelle république démocratique et indépendante du Soudan déclare mettre toutes ses ressources à la disposition de la révolution palestinienne.
L'Irak reconnaît le nouveau régime.
Trois des leaders révolutionnaires du Soudan sont arrêtés à bord d'un avion britannique, dont le colonel El Nour et Mohamed Mahjoub (secr. du parti communiste) par la Libye.

Galeries ANSPACH : - annonce de rachat par les américains des Galeries Anspach.

23 juillet

SOUDAN : - le général Nemeiry reprend le pouvoir. L'état d'urgence est décrété. Exécution des généraux révolutionnaires et chasse aux communistes. Le régime de terreur est à nouveau instauré. Nemeiry remercie le Caire et Tripoli pour leur aide et rompt avec Bagdad.

P.C.B. : - Résolution du B.P. sur le bilan des travaux parlementaires.
- remise à Paris d'une collecte pour les combattants du Sud-Vietnam par une délégation du C.C. du P.C.B.

28 juillet

SOUDAN : - M. E. Cheikh, leader syndicaliste et prix Lénine de la paix, est pendu au Soudan.
- manif. à Moscou des étudiants arabes, africains et sud-américains, contre la répression au Soudan.

PRIX : - le gouvernement décide d'augmenter les prix du téléphone.

EMPLOI : - Faillite de la blanchisserie "La Neigeuse" 500 emplois supprimés

30 juillet

CLYDE : - le personnel des chantiers navals de la Haute Clyde à Glasgow occupe l'entreprise. Il va essayer de maintenir l'activité pendant 2 ans. Ceci après avoir refusé le plan de réorganisation annoncé par le gouvernement. Déficitaires, les chantiers étaient subventionnés. Le gouvernement a déclaré la faillite. Les responsables syndicaux ont pris le pouvoir et tentent l'autogestion.

PRIX : - l'accord intervenu entre Cools et l'industrie pharmaceutique, a été approuvé au conseil de cabinet. Cools accepte d'exonérer de 6 % le prix d'un certain nombre de spécialités

- accord en ce qui concerne mobilisation d'un milliard de fr. à titre de compensation pour la Wallonie.

- Hausse de l'essence sans accord de la commission des prix. La fédération des pétroliers promet de fournir dans un avenir indéterminé, certaines données à la commission de régulations des prix.

POL. INTERNATIONALE : - La Chine rejette la proposition de réunir les 5 puissances nucléaires.

31 juillet

POL. INTERNATIONALE : - Réunion au sommet des chefs d'état arabes à Tripoli. Ils dénoncent les complots contre la résistance palestinienne. Soulignent la nécessité que la résistance palestinienne poursuive son action à partir de la Jordanie.

RASS. DES PROGRESSISTES : - Interview de Leburton dans "De Nieuwe Maand" sur le rassemblement des progressistes : "Renforcer le P.S.B. et formation d'un Labour-Party".

2 août

POL. INTERNATIONALE : - Déclaration de W. Rogers en vue de l'admission de la République Populaire de la Chine, l'automne prochain. Les E.U. s'opposeront à toute action visant à expulser de l'ONU Formose.

SOUDAN : - 2.000 experts soviétiques vont quitter le Soudan. L'ambassadeur soviétique et Bulgare sont considérés comme Persona non grata. Ils doivent quitter le pays dans les 48 h.

LUTTES SOCIALES : - après 3 semaines de vacances, la grève continue à Bell I.T.T. d'Anvers de Hoboken de Geel et de Wasmes. La revendic. essentielle est celle de 10 fr. en plus par heure.

3 août

LUTTES SOCIALES : - le travail a repris à Bell I.T.T. à part à Geel. Des discussions ont lieu entre reprs. patronaux et syndicaux.

4 août

- POL. INTERNATIONALE : - La chambre des représentants U.S. vote par 122 voix contre 57 la suspension de l'aide américaine à la Grèce (118 millions de dollars)w
- Mobutu dissout les organisations qu'il juge subversives.
- Il s'agit de 3 grands réseaux de libération nationale.
- le général Ky se porte candidat aux élections du Sud-Vietnam.

5 août

- EMPLOI : - Les fonderies "International Samson" de Seilles seront reprises par le groupe Sony. Les 130 ouvriers garderont leur emploi.

7 août

- P.C.B. : - action des J.C. d'Anvers contre des bâtiments de la flotte de l'OTAN (2 frégattes grecques). Distributions de tracts anti-fascistes. Une alerte à la bombe a empêché la visite des 2 bateaux.

8 août

- POL. INTERNATIONALE : - Etat d'urgence en Egypte après l'échec des entretiens de Mr. Sisco en Israël. (secr. d'état adjoint américain)

- POL. INTERIEURE : - le projet de loi sur le statut des Fourons est publié.

9 août

- IRLANDE : - Combats de rue entre l'IRA et les forces de l'ordre à Belfast : 14 morts, 300 arrestations administratives.

10 août

- POL. INTERNATIONALE : - Signature d'un traité d'amitié et de non-agression au ministère des affaires étrangères de la Nouvelle Delhi, par Andrei Gromyko et Swaran Singh. Ce traité signé pour une durée de 20 ans est également un accord d'assistance militaire en cas d'agression d'un pays tiers.
- Un député soc. chilien démissionne de son parti en accusant des dirigeants de ce parti d'éléments d'extrême gauche. Par ailleurs l'Union Populaire, publie un communiqué invitant la gauche chrétienne (MAPU) à se joindre la coalition gouvernementale.

11 août

- IRLANDE : - En Ulster, l'IRA et Bernadette Devlin lancent des appels à la désobéissance civile : campagnes demandant de ne plus payer les loyers, les factures d'électricité et de gaz, grèves etc... jusqu'à la libération totale et inconditionnelle de tous les hommes de l'IRA arrêtés.

- DECES : - Mort de Bob Claessens

14 août

VIETNAM : - ouverture de la campagne électorale au Vietnam.

15 août

CRISE DU DOLLAR : - Discours du président Nixon annonçant des mesures prises pour la stabilisation du dollar.

- 1) la suspension de la convertibilité en or du dollar au prix de 35 dollar par once d'or fin. Ce qui signifie la fin de l'accord de Brtton-Woods, signé en 1944.
- 2) taxe de 10 % à l'importation
- 3) blocage des salaires et des prix
- 4) dépenses fédérales sont réduites de 4,7 milliards de dollars
- 5) Diminution de 10 % de l'aide à l'étranger
- 6) application de mesures fiscales pour encourager les investissements, avec détaxation partielle pour l'industrie automobile .

17 août

CRISE DU DOLLAR : - Conseil de cabinet à Bruxelles. A l'ordre du jour, la décl. de Nixon et la crise du dollar.

"suggère d'accélérer l'union des monnaies des 6, avec le concours britannique si possible". Le dollar ayant perdu sa convertibilité, la Belgique n'a plus la moindre raison de défendre le cours de la monnaie américaine .

- communiqué du B.P. du P.C.B. sur la crise monétaire.

18 août

CRISE DU DOLLAR : - le président Nixon lance un appel au public américain pour qu'il soutienne sa nouvelle politique économique.

CLYDE : - Manifestation à Glasgow (plus de 100.000) en solidarité avec la Clyde

BERLIN : - réunion des 4 ambassadeurs à Berlin en vue de trouver un accord sur Berlin.

19 août

CRISE DU DOLLAR : - Conseil des ministres des affaires éc. et des finances européens à Bruxelles, sur la crise du dollar. Communiqué. Pas de solutions, ni d'accord.

- Mr. Provost, président de la F.I.B. demande à Eyskens que le système de parité des changes serait maintenu. La F.I.B. est partisan d'une Union monétaire européenne et une monnaie unique. Il demande au gouvernement belge de soutenir l'exportation, e.a. par la suppression des taxes d'exportation.

21 août

CRISE DU DOLLAR : - Mr. Meany, secr. gén. de l'AFI-CIO (syndicats U.S.) demande que tous les syndicats annulent les conventions collectives au cas où les ouvriers subiraient des pertes salariales en raison du programme de contrôle des prix et des salaires.

POL. INTERNATIONALE : - La République Populaire de Chine proclame qu'elle n'entrera pas à l'ONU si Formose n'en est pas exclu.

22 août

POL. INTERNATIONALE : - Coup d'état de droite en Bolivie. Le gén. Torres est écarté, le gén. Medista et le colonel Selich ont pris le pouvoir. Banzar est président. Toutes les organisations de gauche sont démantelées. L'université de La Paz est fermée.

- 6 morts à la prison de San Quentin (Californie) dont Georges Jackson, un des 3 frères Soledad. Auteur de "Letters from Prison".

23 août

POL. INTERNATIONALE : - Après 17 mois de travaux, accords sur 5 points pour Berlin

- 1) Voies d'accès: l'URSS garantit que la circulation sur les voies terrestres sera directe et sans entreeves. Les voyageurs en transit de Berlin-Ouest auront un traitement préférentiel. Les contrôles seront expéditifs et se limiteront aux vérifications d'identité. Il y aura des trains et des autobus de voyageurs reliant directement la R.F.A. à Berlin-Ouest. Les péages individuels seront supprimés et seront réglés globalement et forfaitairement dans l'accord entre les deux Etats allemands. Les trains et camions de marchandise traverseront plombés la R.D.A. et les douaniers est-allemands se contenteront de vérifier les plombs.
- 2) La circulation entre les deux Berlin : le "mur" doit devenir plus perméable. Les modalités seront mises à point dans des négociations entre la R.D.A. et le sénat de Berlin-Ouest.
- 3) La présence de la R.F.A. à Berlin-Ouest : la R.F.A. ne pourra plus procéder à des actes constitutionnels à Berlin-Ouest, afin de marquer la non-appartenance politique des secteurs occidentaux de l'ancienne capitale de la R.F.A. Le président de la R.F.A. ne pourra plus être élu à Berlin-Ouest. Le gouvernement fédéral allemand et le Bundestag ne devront plus y siéger.
- 4) représentation extérieure de Berlin-Ouest : la protection consulaire des Berlinoïis de l'ouest dans les pays du pacte de Varsovie est assurée par la R.F.A., qui peut représenter aussi les secteurs occidentaux dans les organisations internationales sans caractère politique ou militaire. Berlin-Ouest pourra être englobé dans les accords commerciaux signés par la R.F.A. Les Ouest-Berlinois pourront voyager dans les pays de l'est avec un passeport de la R.F.A., mais celui-ci devra être frappé d'un cachet des alliés occidentaux, pour marquer la différence entre Berlinoïis de l'ouest et ressortissants de la R.F.A.
- 5) La présence de l'URSS à Berlin-Ouest : l'URSS pourra installer à Berlin-Ouest un consulat gén. sans attributions politique et des missions commerciales et culturelles, accrédités auprès des commandants militaires occidentaux.

24 août

- CRISE DU DOLLAR : - le Bureau de la C.S.C. a examiné la situation monétaire internationale qui s'est créée suite aux mesures annoncées par le prés. des E.U. et estime que cette situatio, compromet le sort de tous les travailleurs.
- P.S.B. : - Communiqué du B.P. protestant contre l'expulsion de Santiago Carillo de France.
- ETRIMO : - "Westinghouse Electric", fournisseur d'Etrimo remet en cause les accords intervenus pour le rachat d'appartements, invoquant le fait que certains créanciers auraient été privilégiés.

25 août

- CRISE DU DOLLAR : - la demande adressée par le Benelux à ses partenaires du Marché Commun en vue de réunir anticipativement et "au niveau politique approprié" une session ministérielle du Marché Commun, a été rejetée parallèlement par la France et par l'Allemagne.
- POL. INTERNATIONALE : - le sénat de Berlin-Ouest approuve l'accord des 4 ambassadeurs, sur la question de Berlin, ainsi que le gouvernement de la R.F.A.
- Remaniement du gouvernement grec après la suspension de l'aide américaine. Plusieurs "technocrates" entreraient au gouvernement.
 - Afrique du Sud : déclaration de l'ambassadeur de Belgique en Rhodesie en faveur de relations avec la Rhodesie.
 - Annonce d'une visite de Brejnev en France vers le 20.10
 - Annonce également d'une délégation chinoise.
- P.C.B. : - Communiqué du B.P.: demande une réunion de la commission des affaires étrangères sur Berlin et le Vietnam.

26 août

- CRISE DU DOLLAR : - Session extraordinaire du G.A.T.T. à Genève. Les pays en voie de développement expriment leur mécontentement et leur inquiétude face à la surtaxe américaine. Les pays membres du GATT ont établi des procédures permettant des consultations sur la nature des difficultés de la balance des paiements des E.U. Mais en attendant les E.U. refusent à ses partenaires de supprimer la taxe d'importation, malgré la demande du représentant du Marché Commun.
- POL. INTERNATIONALE : - Israël s'apprête à accueillir (ainsi que l'Egypte) 4 présidents africains qui viendront se rendre compte des perspectives possibles de paix au Moyen-Orient.
- Le procès des conjurés est reporté au 4.9. La défense ayant récusé la compétence du tribunal spécial.

27 août

SYNDICATS : - Résolution du comité exécutif de la centrale des métallurgistes (F.G.T.B.) de Charleroi (adopté après examen de la crise monétaire) : s'opposera à toute mesure de récession sociale ou d'emploi. Décide d'entreprendre des actions pour l'expansion économique et sociale de la région. Décide d'orienter son action interprofessionnelle pour la suppression des distorsions salariales et sociales.

TOURISME SOCIAL : - Office national des vacances annuelles : la proposition du comité de gestion d'affecter 1 milliard en réserve à l'équipement du tourisme social est bloqué par le ministre Snoy.

28 août

POL. INTERNATIONALE : - Le général des jésuites, le père Arrupe, se rend à Moscou.

POL. INTERIEURE : - Au conseil communal d'Anderlecht, Simonet souligne le danger du fédéralisme pour Bruxelles et la Wallonie.

29 août

POL. INTERNATIONALE : - Déclaration du secrétaire d'état de la R.F.A., Bahr : pour un traité entre les 2 Allemagnes et leur admission à l'ONU.
- Le Bayern-Kurier, journal de F?J? Strauss, critique l'accord de Berlin.

30 août

POL. INTERIEURE : - Election de Tongres : le P.S.B. conteste la décision de la députation permanente d'annuler les élections de juin, qui avaient fait perdre au C.V.P. la majorité absolue, et décide d'aller en appel au Conseil d'Etat.

POL. INTERNATIONALE : - Dernière Heure : "Une fois en vigueur, le pacte sur Berlin sera l'équivalent d'une reconnaissance de la R.D.A. par les occidentaux".

LIBIE

- Coup d'état manqué au Tchad, rupture des relations avec la

- Visite du ministre de l'agriculture Héger à Budapest

- Visite du ministre de la santé publique Namèche à Bucarest

CRISE DU DOLLAR : - Décision du gouvernement Japonais de faire flotter le Yen.

31 août

POL. INTERNATIONALE : - Conseil de l'OTAN et accord sur Berlin : De source atlantique bien informée : "Nous attendons qu'au plus tard en décembre, les ministres des affaires étrangères de l'OTAN donneront le feu vert pour que s'engage la préparation, multi-internationale de la Conférence sur la Sécurité Européenne".

- Appel de Paul VI pour le rétablissement de la paix en Ulster.
- Procès de Marrakech : les avocats refusent de plaider en guise de protestation contre le réquisitoire qui ne tient aucun compte des débats et réclame 49 peines de mort.
- arrivée à Paris de Porter, nouveau chef de délégation des E.U. à la conférence de Paris, un spécialiste de la "pacification".

CRISE DU DOLLAR : - Le Japon demande aux E.U. la suppression de la taxe de 10 %.

EMPLOI : - Annonce de fermeture des grands magasins de la Bourse pour le 30.9, alors que l'emploi avait été assuré au personnel jusqu'en mars 72.

POL. INTERIEURE : - la députation permanente de Liège demande au gouvernement de sortir au plus tôt l'arrêté circonscrivant les zones de développement et d'y procéder en tenant compte des 4 critères légaux.

- le conseil communal d'Uccle se prononce en faveur de l'installation des conseils culturels à Bruxelles.

- Jos Van Eynde : (Volksgazet 1/9) pour les conseils culturels au Palais de la Nation.

ENSEIGNEMENT : - Résolution du front commun des enseignants : pour la valorisation pécuniaire de la fonction applicable à partir du 1.1.72. Pour une amélioration sensible des résultats des négociations des 12 mai et 25 juin.

=====

COMMUNIQUE

Les enseignants communistes des différentes régions du pays, réunis à Bruxelles le 30 août 1971

se réjouissent de la détermination du Front Commun Syndical des enseignants de conquérir rapidement une vraie valorisation pécuniaire de la fonction enseignante applicable à partir du 1.1.1972 (communiqué du Front Commun du 27 avril 1971); ceci implique que les accords aient été conclus pour le 1er octobre 1971 au plus tard;

les enseignants communistes estiment que les revendications formulées par les organisations syndicales et appuyées par la grève impressionnante des 24, 25 et 26 mai devraient être réaffirmées dans l'immédiat par de dynamiques assemblées du personnel;

soulignent que la lutte des enseignants fait partie intégrante de la lutte de tous les travailleurs du secteur public;

considèrent qu'il appartient au Gouvernement de trouver les crédits nécessaires, les organisations ouvrières s'étant prononcées formellement contre toute politique de revenus. Il convient que le Gouvernement modifie ses prévisions budgétaires en tenant compte des besoins réels des agents des services publics.

Les enseignants communistes rappellent en outre que l'indexation des barèmes fiscaux n'est pas encore réalisée, ce qui lèse gravement l'ensemble des travailleurs;

attirent l'attention des parents et de leurs associations sur la convergence des intérêts de l'enfant, du maître et de l'école.

Les enseignants communistes.

Bruxelles, le 31 août 1971.

Septembre 1971

BP19-1971-09

PB

19

PARTI COMMUNISTE DE BELGIQUE

Avenue de Stalingrad, 29
1000 BRUXELLES

Bruxelles, le 30 août 1971

AUX MEMBRES DU BUREAU POLITIQUE

Chers Camarades,

Le Bureau politique se réunira le

VENDREDI 3 SEPTEMBRE 1971 A 10 HEURES
=====

A l'ordre du jour :

- Poursuite de la discussion sur le calendrier des activités :
mesures concrètes pour l'approfondissement de l'étude de certains objectifs politiques.
- Compte-rendu des récents contacts avec les partis frères.
- Communication sur la préparation de la Manifestation des Jeunes.
- Les luttes sociales.

Fraternellement,

M. DRUMAUX
A. DE CONINCK.

Procès-verbal Bureau Politique du 3.9.71.

Présents : Blume, Coussement, Debrouwere, De Coninck, Dussart, Drumaux, Glineur, Levaux, Renard, Turf, Van Geyt.

Excusé : Van den Branden

Présidence meeting fête D.R. : J. Terfve n'étant pas rentré, Van Geyt assurera la présidence.

- L'organisation du Parti et les cellules

- Débattre du problème lors des Congrès fédéraux de novembre.
- Coussement leur fournira en temps opportun les éléments de discussion.
- Ajouter le problème à l'ordre du jour du C.C. des 18-19 décembre.

- Conférences provinciales du Parti.

- Brabant : même si les problèmes peuvent se poser différemment selon les fédérations,

organiser : une réunion des Secrétariats fédéraux avant le 20 septembre (Van Geyt et Blume verront à ce sujet la fédération bruxelloise) ;

: une Conférence provinciale avant les Congrès fédéraux.

- Liège : le secrétariat fédéral de Liège (Levaux) est chargé de prendre les contacts avec les autres fédérations et de communiquer au Secrétariat national (d'ici une dizaine de jours) la date fixée pour la Conférence.

- Anvers et Flandre orientale : L'aile flamande du B.P. se charge d'examiner les problèmes concrets qui se posent dans ces fédérations et de faire au B.P. des propositions d'ensemble (à quinzaine).

- Conférences fédérales du Parti sur les problèmes féminins

- à inscrire dans la 2e phase de la campagne électorale;
- Van Geyt proposera aux membres du C.C. de la Commission féminine que les conférences (soit de fédérations soit provinciales) se tiennent au cours de la 2e quinzaine de janvier 1972.

- Approfondissement de l'étude de certains problèmes

- Santé : Van Geyt communiquera après la réunion de la Commission C.C. fixée au 10 septembre, la date précise retenue pour la Conférence nationale prévue pour fin décembre ou début janvier.

- Environnement : Van Geyt mettre au point avec Claude Coussement, une commission de travail.

Objectifs immédiats :

- Publication d'un dossier par le bulletin "Faits et Arguments";
 - demander aux fédérations l'énoncé des problèmes aigus qui se posent chez elles;
 - établir des "alliances" sur certains points du programme;
 - reprendre la lutte pour l'application de la loi cadre de décembre 1964. (action et propagande notamment en invoquant les réalisations des pays socialistes;
 - utiliser le document parlementaire sur la pollution.
- Enseignement : Van Geyt prendra contact avec A. Thonnart pour l'installer dans ses fonctions de Secrétaire de la Commission et organisera la coordination des études entreprises par W. Frère et R. Lewin (Table ronde de spécialistes).

.../..

- Fiscalité : Van Geyt prendra contact avec le frère Coussement fiscaliste et devrait rechercher d'autres fiscalistes susceptibles de compléter les informations sur les données objectives du problème.
- Emploi et Développement économique
Van Geyt réunira une commission : P. Joye - L. Smaragd et R. Dussart.
- Affaires Etrangères :
 - sur les incidences économiques :
 - Van Geyt réunira, si possible, la semaine prochaine les commissions affaires européennes et économiques pour étudier des propositions pour une alternative de programme;
 - commencer dès maintenant la campagne dans le D.R.;
 - envisager éventuellement contact avec des spécialistes du P.C.F.
 - réunion Commission commerce extérieur Parlement et Sénat : 8/9 à 10 h.30 : Van Geyt y assistera.
 - problèmes détente et désarmement
 - Debrouwere mettra au point pour la 2e quinzaine de septembre, un document pour les militants, préparé par la Commission C.C.
 - Prévoir un bulletin "Faits et Arguments" consacré à ces problèmes
 - remettre en avant notre proposition de neutralité active;
 - polémiquer avec résolution P.S.B.
 - dégager ligne offensive du Parti, après les accords de Berlin, pour riposter aux nouvelles positions de freinage que la bourgeoisie lance au sujet de la Conférence sur la Sécurité européenne.
 - Institutions régionales
 - Van Geyt réunira la Commission C.C. pour la charger de préparer un projet de loi régionale (à lancer pour la rentrée d'octobre)
 - le projet devra faire l'objet d'une campagne de masse.
 - Luttes sociales
 - Programme revendicatif immédiat : à la fois sur salaires et emploi :
 - poser le problème : des "revenus" entamés par les hausses de prix;
 - : de l'emploi (formes nouvelles de licenciements et réductions nombre d'emplois sans augmenter le chômage);
 - prendre une option nette sur les projets Major (chômage).
 - Préparer également notre alternative politique (préciser les objectifs et étapes intermédiaires - à faire étudier par la section idéologique).
 - Polémiquer avec position idéologique de la FGTB :
 - auto-gestion
 - contrôle ouvrier véritable
 - impliquant un changement de pouvoir politique et par conséquent indépendance de la FGTB à l'égard du PSB;
 - commencer dès maintenant la campagne :
 - articles dans D.R. :
 - édito de Dussart dans D.R. 10/9
 - (suite à la Conférence intersectorielle FGTB de Charleroi.

- Prochain D.R. propagande : axé sur chômage
sur salaires et emploi;
- prévoir réunion Van Geyt-Dussart - Martin pour élaboration d'une note pour les militants.
- Plan de travail : projet à préparer par De Coninck et discuter à un prochain B.P.
: Réunion des S.P. les 13-14 septembre.
- Manifestation Jeunes
Compte tenu de l'information toute récente au sujet de la date éventuelle des élections à Mons, il faut renoncer à organiser la manifestation à Mons et la faire à Anvers - le 30/10 date retenue par les jeunes.
- Rencontre bil-latérale avec le P.C.U.S.
 - Debrouwere se rendra en URSS dans la 2e quinzaine de septembre pour mettre la rencontre au point.
 - Il préparera un aide-mémoire et un projet de communiqué à discuter avec les Soviétiques.
 - Composition de la délégation : Drumaux, Debrouwere, Terfve, Moins.
 - Date : début novembre.
- Conférence par P.C. de Grande Bretagne à Londres le 28/9 :
 - sur l'entrée de la Grande Bretagne dans le Marché Commun. Représentant du Parti : L. Van Geyt.
Position à développer : nécessité de trouver les formes de coopération de la gauche européenne y compris la gauche de Grande Bretagne.
 - Prévoir avant le meeting, une réunion de notre Commission Européenne.
- Moulin
Charger la fédération bruxelloise de demander à Moulin une déclaration écrite mettant fin aux rumeurs circulant à son sujet.
- Télégrammes de félicitations pour 50e Anniversaire du Parti
en publier la liste et des extraits dans prochain D.R. Informer les participants au meeting 4/9.
- Suites de notre lettre adressée aux 2 P.C. Grecs
 - accord pour une bil-latérale (en janvier) avec P.C. Grec "E".

=====

Procès-verbal du Secrétariat du 6.9.71

Présents : Coussement, De Coninck, Drumaux, Renard, Van Geyt.

- Initiatives en faveur du Rassemblement des Progressistes.

- Suite à la réunion de Court St-Etienne et aux discussions qui ont eu lieu au cours de la réunion des bureaux fédéraux du Hainaut (préparatoire à la Conférence provinciale du Parti), le Parti doit prendre l'offensive pour contribuer à faire réussir les rencontres susceptibles de constituer des alliances politiques.
- Au cours des réunions, les représentants du Parti poseront clairement :
 - l'objectif politique : gagner les élections;
 - la proposition aux composantes de se "structurer".
- Le Parti devra encore, au C.C. des 2-3 octobre, préciser le programme pour lequel il demandera l'appui des groupes.
- Le rôle du groupe au sommet (à l'échelle wallonne) devrait avoir un rôle opératif :
 - rechercher les contacts dans les "sous-régions" et arrondissements
 - encourager les réunions régulières
 - servir de "courroie de transmission" pour les informations.
- Les représentants du Parti au groupe de sommet seront A. Duchâteau et R. Noël.
Duchâteau travaillera en contact avec Drumaux . Ce dernier en informera R. Noël.
- Pour Liège : Duchâteau verra Levaux et Raskin.
- A Bruxelles : Van Geyt prendra des informations au sujet de la réunion prévue le 2/10 pour "Rencontres ouvrières".

- Contrôle budgétaire jusque fin juillet 1971.

- Revoir le fonds de combat par fédération;
- faire le relevé du plan de dépenses (propagande et salaires) jusque fin décembre 71.
- revoir le nombre de permanents au 1.1.71 et la situation actuelle - fin décembre : à revoir au Secrétariat à huitaine.

- W. Frère

- S'il n'est pas casé ailleurs en septembre, lui payer le salaire de septembre (examiner la situation du point de vue juridique) - Coussement.
- Entretiens, doit poursuivre le travail avec la section "Intérieur".
- Demander à Debrouwere de faire une démarche auprès de l'Ambassade de Cuba pour le poste de secrétaire.
- accord pour entretien avec une délégation Secrétariat en présence B. Gorder et J. Terfve - par conséquent attendre le retour du premier.

- Conférence Santé

accord sur propositions commissions :

- Conférence : 2e quinzaine de janvier 1972.
 - Thèmes : 1) Prix des médicaments
 - 2) Développement réseau hospitalier public
- Certaines conférences fédérales dans le mois qui précède pour associer le Parti à la préparation
- Groupe de travail chargé de préparer la conférence : Van Geyt - Ro Lewin + certains membres commission.

=====

PARTI COMMUNISTE DE BELGIQUE

Avenue de Stalingrad, 29

Bruxelles, le 7 septembre 1971

AUX FEDERATIONS

Chers Camarades,

Les nouvelles élections de Mons devant se dérouler autour du 31 octobre, la manifestation nationale des jeunes contre l'OTAN, prévue initialement à Mons, aura lieu le samedi 30 octobre à ANVERS.

Nous vous avons fait parvenir au mois de juin un certain nombre de carnets d'inscription pour cette manifestation. Il serait bon de vérifier où en est la répartition et quels en sont les résultats actuels.

Nous souhaitons que vous preniez contact notamment avec les membres de la Commission nationale des jeunes de votre fédération pour établir ensemble un programme de contacts politiques rapides et d'activités de propagande pour la mobilisation à la manifestation.

Les affiches sont déjà en cours d'expédition. Il s'agira par conséquent d'organiser une campagne de collage intensif.

En ce qui concerne l'organisation des déplacements en autocar, nous vous rappelons que le tarif unique de 50 Fr. n'est valable que pour les jeunes communistes (moins de 30 ans) et que nous souhaitons même que les fédérations interviennent pour réduire ce prix de manière à permettre une inscription massive des jeunes. Si cela est le cas, prière d'en informer les responsables jeunes de votre région.

Par suite de l'imprévu concernant les changements de lieu et de date de la manifestation, il ne nous est plus possible pour des raisons financières et faute de temps de réimprimer de nouveaux carnets; prière donc de changer vous-mêmes les lieu et date sur les carnets d'inscription.

Les fédérations, avec l'aide de leurs jeunes, sont chargées de pourvoir au contrôle de la diffusion des carnets et à la comptabilité des sommes recueillies pour les déplacements en car.

Le remboursement par la Trésorerie Centrale des différences entre les prix réels des voyages et les 50 Fr. réclamés n'est valable que pour les moins de 30 ans.

Les fédérations sont invitées à participer avec des chars illustrant les mots d'ordre de la manifestation. Les fédérations qui s'engageront à la fabrication d'un de ces chars voudront bien nous le communiquer.

Nous prions également les responsables fédéraux secondés des responsables jeunes régionaux, d'organiser d'ici le 30 octobre 2 ou 3 rendez-vous des diffuseurs de cartes d'inscription, de manière à faire le point de la mobilisation.

Il est proposé de mobiliser jeunes dans ta fédération. Nous espérons que la mobilisation des adultes sera de son côté au moins égale à ce chiffre.

.../..